



# PRÉSIDENCE DE LA FMOQ

## LE D<sup>R</sup> LOUIS GODIN NE SOLICITERA PAS UN NOUVEAU MANDAT

Élyanthe Nord



Photo : Élyanthe Nord

D<sup>r</sup> Louis Godin

Le 11 décembre prochain, à la fin du conseil de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), le **D<sup>r</sup> Louis Godin** quittera son poste de président. « Je pars essentiellement pour des raisons personnelles. J'aurai alors 66 ans, et cela fera 14 ans que je serai à la présidence de la Fédération. Il est temps de tourner la page », explique-t-il.

Mais d'ici son départ, beaucoup de travail l'attend. « J'espère avoir terminé le plus de dossiers possible, principalement ceux de négociations. Il reste à régler les questions de l'accès rapide à un médecin de famille, de l'inscription de la clientèle, de l'adoption permanente de la téléconsultation et du retour à une pratique normale après la pandémie. Ces dossiers doivent être conclus le plus tôt possible. La rémunération des tâches médico-administratives, elle, devrait être réglée au cours des prochaines semaines. »

### REVALORISER DE NOUVEAU LA MÉDECINE FAMILIALE

De grands dossiers resteront encore à traiter. Le successeur du D<sup>r</sup> Godin aura ainsi devant lui d'importants défis. Notamment la pénurie d'omnipraticiens et la faible attractivité de la médecine familiale. « À mon sens, ces dossiers seront prioritaires, parce que c'est par eux que pourra se régler une fois pour toutes la question de l'accès à un omnipraticien et que l'on pourra permettre à tous les Québécois qui le désirent d'avoir un médecin de famille », estime le président.

Cependant, les résultats de mai dernier du Service canadien de jumelage des résidents augurent mal : environ 70 postes en médecine familiale n'ont pas été pourvus au Québec. « Il va falloir que cette situation soit rapidement corrigée.

La pénurie est redevenue presque aussi grande que lorsque je suis arrivé à la présidence en 2007-2008. »

Dès le début de son mandat, le D<sup>r</sup> Godin avait déployé de grands efforts avec son équipe pour revaloriser la médecine familiale. « Nous avions mis sur pied un plan que l'on avait actualisé et nous avions réussi à améliorer la situation de façon importante. Malheureusement sont arrivées la loi 20, les menaces constantes contre les omnipraticiens et les intrusions énormes dans leur pratique professionnelle. Dans ces circonstances, beaucoup d'étudiants en médecine ont naturellement choisi un autre domaine que la médecine familiale. » La crise de la COVID-19 a également joué. « À cause de la pandémie, les conditions d'enseignement ont été difficiles dans nos unités de médecine familiale. Il a donc été plus ardu d'attirer de jeunes candidats. »

Le D<sup>r</sup> Godin va, sous peu, commencer à jeter les bases de solutions. « On doit d'abord discuter avec les universités, parce qu'il y a des choses à faire en amont. On doit donner à nos unités d'enseignement les ressources nécessaires pour former des médecins de famille. Il faut, par exemple, des omnipraticiens enseignants. Mais pour les attirer, on doit leur fournir des conditions propices. J'espère que toutes les parties prenantes s'investiront et verront l'urgence d'agir. »

### LES DÉFIS DU PROCHAIN PRÉSIDENT

Le prochain président aura également d'autres dossiers critiques à régler. D'abord, l'écart de rémunération entre les médecins de famille du Québec et de l'Ontario. « Je pense que c'est une question de reconnaissance de la médecine familiale », souligne le D<sup>r</sup> Godin. Et il y aura aussi le nouveau mode de rémunération à négocier avec le gouvernement.

Ces dossiers sont connus. Cependant, le futur président devra également faire face à tout l'imprévisible. « Je me suis aperçu, au cours de ces quatorze dernières années, qu'il arrive souvent des événements, qu'ils soient politiques, économiques ou même médicaux, qui changent la situation et avec lesquels il faut composer, affirme le D<sup>r</sup> Godin. Quand j'ai pris les commandes de la FMOQ, en décembre 2007, je ne pensais jamais que j'aurais à vivre une pandémie en tant que président de la Fédération ni que les médecins de famille seraient sur la ligne de front et qu'il faudrait, en un temps record, adapter l'entente générale pour qu'ils puissent être payés. Personne n'aurait pu imaginer une telle situation. » //